

No. 49655*

**France
and
Viet Nam**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Socialist Republic of Viet Nam on cooperation in the field of internal security. Hanoi, 12 November 2009

Entry into force: *17 February 2012 by notification, in accordance with article 12*

Authentic texts: *French and Vietnamese*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 1 June 2012*

*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.

**France
et
Viet Nam**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure. Hanoï, 12 novembre 2009

Entrée en vigueur : *17 février 2012 par notification, conformément à l'article 12*

Textes authentiques : *français et vietnamien*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 1er juin 2012*

* Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

Accord

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIËTNAM

**RELATIF A LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE
SÉCURITE INTERIEURE**

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du ViêtNam ci-après dénommés "les Parties" ;

Etant conscients de l'importance de la coopération entre les gouvernements des deux pays en matière de sécurité intérieure ,

Désireux de développer des relations de coopération efficaces et de partager des informations concernant les questions d'intérêt commun ;

Mus par la volonté de contribuer activement à la lutte contre les différentes formes de criminalité internationale ;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1^{er}
Champ de la coopération

Les Parties mènent une coopération technique et opérationnelle en matière de sécurité intérieure et s'accordent mutuellement assistance dans les domaines suivants:

- 1. La lutte contre la criminalité organisée ;**
- 2. La lutte contre le terrorisme ;**
- 3. La lutte contre la traite des êtres humains, l'abus et l'exploitation sexuelle des enfants ;**
- 4. La lutte contre le trafic d'organes, de tissus, de cellules et des produits humains ;**
- 5. La lutte contre l'immigration irrégulière et la criminalité y afférente ;**
- 6. La lutte contre les faux et les contrefaçons ;**
- 7. La lutte contre le trafic illicite des stupéfiants, des substances psychotropes et de leurs précurseurs chimiques ;**
- 8. La lutte contre les infractions à caractère économique et financier, notamment le blanchiment de fonds ;**
- 9. La sûreté des moyens de transport aériens, maritimes et terrestres ;**
- 10. La lutte contre le vol et le trafic illicite d'armes, de munitions, d'explosifs et de matières nucléaires, de composés chimiques et de produits bactériologiques, ainsi que d'autres matériaux dangereux et marchandises et technologies à usage civil et militaire;**
- 11. La lutte contre le trafic des véhicules volés ;**
- 12. La lutte contre le trafic des biens culturels et des objets d'art volés ;**
- 13. La lutte contre la cybercriminalité ;**
- 14. La police technique et scientifique et les méthodes d'investigation policière ;**
- 15. La protection et la sécurité civiles, la lutte contre les incendies et le secours ;**
- 16. La gestion de crise ;**
- 17. La formation des personnels.**

Dans le respect des procédures nationales en vigueur, cette coopération peut être étendue à d'autres domaines de la sécurité intérieure d'un commun accord entre les Parties

Article 2
Méthode de coopération en matière policière

Les Parties se prêtent mutuellement assistance dans le domaine de la lutte contre les différentes formes de criminalité visée à l'article 1. A cette fin:

Les Parties peuvent se communiquer dans le respect des législations nationales, des informations relatives aux personnes soupçonnées de prendre part aux différentes formes de criminalité internationale, aux relations entre ces personnes, à la structure, au fonctionnement et aux méthodes des organisations criminelles, aux circonstances des infractions commises dans ce contexte, ainsi qu'aux dispositions légales enfreintes et aux mesures prises, dans la mesure où cela est nécessaire à la prévention de telles infractions. Dans ce cadre, chaque Partie peut mettre à la disposition de l'autre, à sa demande, des échantillons ou des objets et les informations relatives à ceux-ci ;

Chaque Partie prend, à la demande de l'autre, des mesures policières si elles apparaissent nécessaires à la mise en oeuvre du présent Accord ;

Les Parties coopèrent sous forme de mesures policières coordonnées et d'assistance réciproque en personnel et en matériel sur la base d'arrangements complémentaires signés par les autorités compétentes.

Article 3
Lutte contre les stupéfiants

Pour empêcher la culture de la plante de l'opium ou des autres plantes à caractère stupéfiant, l'extraction, la production, l'importation et l'exportation, le transit et la commercialisation illicites des stupéfiants, des substances psychotropes et de leurs précurseurs, les Parties prennent des mesures coordonnées et procèdent à des échanges:

1. d'informations relatives à la production et au trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, aux méthodes utilisées pour leurs caches et leurs moyens de transport, aux lieux de provenance, de transit, d'acquisition et de destination des stupéfiants et des substances psychotropes et de leurs précurseurs ainsi que tout détail particulier relatif à ces infractions, susceptibles de contribuer à les prévenir, les empêcher et d'aider à détecter les faits visés par la Convention unique des Nations Unies sur les Stupéfiants signée le 30 mars 1961 et amendée par le Protocole du 25 mars 1972, la Convention sur les substances psychotropes signée le 21 février 1971 et la Convention signée le 19 décembre 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes ;

2. d'informations opérationnelles sur les méthodes courantes du commerce international illicite des stupéfiants et des substances psychotropes et du blanchiment de fonds en résultant ;

3. d'informations sur les résultats de recherches en criminalistique et en criminologie menées dans les domaines du trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes et de leur abus ;

4. d'échantillons de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques pouvant faire l'objet d'abus et d'informations techniques sur les prélèvements de matière effectués ;

5. de résultats d'expériences relatives au contrôle et au commerce légal des stupéfiants, des substances psychotropes et de leurs précurseurs chimiques ainsi que des renseignements et d'informations opérationnelles s'y rapportant.

Article 4

Lutte contre le terrorisme

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les Parties procèdent à des échanges d'informations relatives :

1. aux actes de terrorisme projetés ou commis, aux méthodes d'exécution et aux moyens techniques utilisés pour leur commission ;
2. à toutes autres indications de nature à prévenir des actes terroristes sur le territoire de l'une des Parties.

Article 5

Lutte contre les contrefaçons

Les Parties mènent des activités de coopération et de partage d'informations liées à la prévention et à la lutte contre l'infraction de contrefaçons, commise à titre principal ou connexe à d'autres infractions;

Les Parties établissent une coopération dans le domaine de la police technique et scientifique au service de la prévention et de la lutte contre la contrefaçon.

Article 6

Coopération technique

Dans chacun des domaines énumérés à l'article 1^{er} du présent Accord, la coopération technique a pour objet principal:

1. La formation générale et spécialisée,
2. Les échanges d'informations et d'expériences professionnelles;
3. Le conseil technique;
4. L'échange de documentation spécialisée;
5. Si nécessaire, l'accueil réciproque de fonctionnaires et d'experts.

La coopération technique susceptible d'être mise en place dans les domaines mentionnés dans le présent Accord fait l'objet d'échanges préalables de correspondance entre les Parties par voie diplomatique. Le cas échéant, des arrangements techniques entre administrations concernées précisent les modalités de mise en oeuvre concrète des actions qui auront été retenues.

La mise en oeuvre de la coopération technique fait l'objet d'une programmation annuelle.

La Partie requérante assure à toutes les délégations le concours d'un interprète.

Article 7 **Refus de coopération**

L'ensemble des activités prévues par le présent Accord est mené par chacune des Parties dans le strict respect de sa législation nationale et de ses engagements internationaux.

Saisie d'une demande de communication d'information formulée dans le cadre du présent Accord, chaque Partie peut la rejeter si elle l'estime contraire à sa législation nationale ou attentatoire aux obligations internationales qui la lient, y compris celles relatives aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales.

Saisie d'une demande de coopération formulée dans le cadre du présent Accord, chaque Partie peut la rejeter si elle estime que son acceptation porterait atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public, aux règles d'organisation et de fonctionnement de l'autorité judiciaire ou à d'autres intérêts essentiels de son Etat.

Lorsque, en application des paragraphes 2 et 3 du présent article, l'une des Parties rejette une demande de coopération, elle en informe l'autre Partie.

Article 8 **Protection des informations**

Les autorités compétentes d'une Partie qui reçoivent des informations et documents en vertu du présent Accord leur garantissent le même degré de confidentialité que les autorités compétentes de la Partie émettrice.

Les matériels, échantillons, objets et informations communiqués dans le cadre du présent Accord ne peuvent être transmis à un Etat tiers sans l'accord écrit de la Partie qui les a fournis.

En vue d'assurer leur protection, les données nominatives communiquées à l'autre Partie dans le cadre de la coopération instituée par le présent Accord sont soumises aux conditions suivantes

1. La Partie destinataire de données nominatives ne peut les utiliser qu'aux fins et conditions définies par la Partie émettrice, y compris les délais au terme desquels ces données doivent être détruites ;

2. La Partie destinataire de données nominatives informe la Partie émettrice à sa demande de l'usage qui en est fait et des résultats obtenus ;

3. Les données nominatives sont transmises aux seules autorités compétentes et pour l'activité à laquelle ces données sont nécessaires ; la transmission de ces informations à d'autres autorités n'est possible qu'après consentement écrite de la Partie émettrice ;

4. La Partie émettrice garantit l'exactitude des données communiquées après s'être assurée de la nécessité et de l'adéquation de cette communication à l'objectif recherché. S'il est établi que des données inexacts ou non communicables ont été transmises, la Partie émettrice en informe sans délai la Partie destinataire qui corrige les données inexacts ou détruit les données non communicables ;

5. Les données nominatives doivent être détruites dès qu'elles n'ont plus d'usage pour la Partie destinataire et à l'issue du délai maximum de conservation indiqué par la Partie émettrice au moment de la communication des données, en fonction de son droit national. La Partie destinataire informe sans délai la Partie émettrice de la destruction des données communiquées en lui précisant les motifs de cette destruction ;

6. Toute personne justifiant de son identité a le droit d'interroger les autorités compétentes en vue de savoir si elles détiennent des informations nominatives la concernant et, le cas échéant, d'en obtenir communication ;

7. Chacune des Parties tient un registre des données communiquées et de leur destruction ;

8. Les Parties garantissent la protection des données nominatives qui leur sont communiquées contre tout accès non autorisé, toute modification et toute publication ;

9. En cas de dénonciation du présent Accord ou de sa non-reconduction, toutes les données nominatives doivent être détruites.

Article 9

Organes de mise en oeuvre de l'Accord

Les autorités compétentes responsables de la bonne exécution du présent Accord sont :

- Pour le Gouvernement de la République française : le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités Territoriales
- Pour le Gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam : le Ministre de la Sécurité publique ;

Les ministres compétents désignent les organismes chargés de la mise en oeuvre des différents domaines de coopération mentionnés dans le présent Accord. Cette désignation est portée à la connaissance de l'autre Partie par la voie diplomatique.

Article 10
Frais

En application du présent Accord et dans le respect et la limite de leurs disponibilités budgétaires, les deux Parties prennent en charge leurs frais respectifs, sauf décision contraire prise d'un commun accord au cas par cas.

Article 11
Traitement des différends

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord est réglé par voie de consultation ou de négociation entre les Parties.

Article 12
Dispositions finales

Chaque Partie notifie à l'autre par note verbale l'accomplissement des procédures internes requises, en ce qui la concerne, pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Ce dernier prend effet à la date de réception de la dernière de ces notifications.

Le présent Accord est conclu pour une durée de trois ans. Il est renouvelable par tacite reconduction pour de nouvelles périodes de trois ans. Chaque Partie peut suspendre l'application du présent Accord, en tout ou partie, par notification écrite adressée à l'autre Partie par voie diplomatique avec un préavis de six (6) mois.

Chaque Partie peut dénoncer le présent Accord à tout moment par notification écrite adressée à l'autre. Cette dénonciation prend effet six (06) mois après sa date de notification. Cette dénonciation ne remet pas en cause les droits et obligations des Parties liés aux actions engagées dans le cadre du présent Accord, sauf décision contraire commune des deux Parties.

Des amendements à cet Accord peuvent être apportés dans les mêmes formes que le présent texte.


En foi de quoi, les représentants des deux Parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Hanoï, le 12 novembre 2009 en 2 exemplaires chacun en vietnamien et en français, les deux textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE


Hervé BOLOT
Ambassadeur de France au Vietnam

POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU
VIËTNAM


LE The Tien
vice-ministre de la Sécurité publique

[VIETNAMESE TEXT – TEXTE VIETNAMIEN]

HIỆP ĐỊNH

GIỮA

CHÍNH PHỦ NƯỚC CỘNG HOÀ PHÁP

VÀ

**CHÍNH PHỦ NƯỚC CỘNG HOÀ XÃ HỘI CHỦ NGHĨA
VIỆT NAM**

VỀ HỢP TÁC

TRONG LĨNH VỰC GIỮ GIỮ TRẬT TỰ AN TOÀN XÃ HỘI

HIỆP ĐỊNH
GIỮA
CHÍNH PHỦ NƯỚC CỘNG HOÀ PHÁP
VÀ
CHÍNH PHỦ NƯỚC CỘNG HOÀ XÃ HỘI CHỦ NGHĨA
VIỆT NAM

VỀ
HỢP TÁC TRONG LĨNH VỰC GIỮ GÌN TRẬT TỰ AN TOÀN XÃ HỘI

Chính phủ nước Cộng hoà Pháp và Chính phủ nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam, sau đây được gọi là “các Bên”;

Nhận thức về tầm quan trọng của sự hợp tác giữa Chính phủ hai nước trong lĩnh vực giữ gìn trật tự an toàn xã hội;

Với mong muốn phát triển mối quan hệ hợp tác hiệu quả và trao đổi thông tin về các vấn đề liên quan đến quyền lợi chung;

Với mong muốn góp phần tích cực vào cuộc đấu tranh phòng chống các loại tội phạm quốc tế;

Đã thoả thuận những điều sau đây:

Điều 1

Phạm vi hợp tác

Các Bên tiến hành hợp tác kỹ thuật và nghiệp vụ trong lĩnh vực giữ gìn trật tự an toàn xã hội và dành cho nhau sự hỗ trợ trong các lĩnh vực sau:

1. Chống tội phạm có tổ chức;
2. Chống khủng bố; . . .
3. Chống buôn bán người, lạm dụng và bóc lột tình dục trẻ em;
4. Chống buôn bán nội tạng, mô, tế bào, các bộ phận cơ thể người;
5. Chống nhập cư bất hợp pháp và tội phạm có liên quan;
6. Chống hàng giả và sản xuất hàng giả; . . .

7. Chống buôn bán bất hợp pháp chất ma túy, chất hướng thần và tiền chất;
8. Chống tội phạm kinh tế, tài chính, đặc biệt là tội rửa tiền;
9. Đảm bảo an toàn các phương tiện giao thông đường không, đường thủy và đường bộ;
10. Chống ăn cắp, buôn bán bất hợp pháp vũ khí, đạn dược, chất nổ, chất phóng xạ, các hợp chất hoá học và các sản phẩm vi sinh cũng như các thiết bị nguy hiểm khác, hàng hoá và công nghệ cao dùng vào mục đích dân sự cũng như quân sự;
11. Chống buôn bán các phương tiện giao thông bị đánh cắp;
12. Chống buôn bán các sản phẩm văn hoá và các tác phẩm nghệ thuật bị đánh cắp;
13. Chống tội phạm mạng;
14. Khoa học kỹ thuật hình sự cũng như các biện pháp điều tra nghiệp vụ cảnh sát;
15. Bảo vệ an toàn dân sự, phòng chống cháy nổ và cứu hộ, cứu nạn;
16. Giám sát và xử lý các thảm hoạ, khủng hoảng;
17. Đào tạo nhân sự.

Trên cơ sở tôn trọng các thủ tục hiện hành của hai nước, việc hợp tác này có thể được mở rộng ra các lĩnh vực khác liên quan đến trật tự an toàn xã hội bằng một thỏa thuận chung giữa các Bên.

Điều 2

Phương thức hợp tác

Các Bên hỗ trợ nhau trong các hoạt động đấu tranh chống các loại tội phạm ghi trong Điều 1. Để đạt được mục tiêu này:

Theo quy định luật pháp của hai nước, để phòng ngừa, hạn chế tội phạm quốc tế, hai Bên có thể trao đổi thông tin liên quan tới những đối tượng bị tình nghi tham gia vào các hoạt động tội phạm quốc tế, quan hệ giữa những người này, cơ cấu tổ chức và phương thức hoạt động của các tổ chức tội phạm này, các hành vi phạm tội, vi phạm pháp luật, các biện pháp đã được áp dụng để

phòng chống các vi phạm đó. Trong khuôn khổ hợp tác này, mỗi Bên có thể cung cấp các mẫu, các đồ vật hoặc thông tin về đối tượng bị tình nghi theo yêu cầu của Bên kia.

Theo yêu cầu, mỗi Bên có thể áp dụng các biện pháp nghiệp vụ nếu thấy cần thiết để thực hiện Hiệp định này.

Hai Bên hợp tác dưới hình thức phối hợp các biện pháp nghiệp vụ, hỗ trợ về nhân lực và trang thiết bị trên cơ sở ký kết các thoả thuận bổ sung.

Điều 3

Phòng chống ma túy

Để ngăn chặn việc trồng cây thuốc phiện hoặc các loại cây khác có chứa chất ma túy, bảo chế, sản xuất, nhập khẩu, xuất khẩu, vận chuyển, buôn bán bất hợp pháp các chất ma túy, chất hướng thần và tiền chất, các Bên áp dụng các biện pháp và tiến hành trao đổi:

1. Thông tin liên quan đến tình hình sản xuất, buôn lậu ma túy, chất hướng thần và tiền chất, các thủ đoạn che giấu và phương tiện chuyên chở, nơi sản xuất, nơi trung chuyển, nơi tiếp nhận các chất ma túy, chất hướng thần và tiền chất cũng như các tình tiết đặc biệt liên quan đến hành vi phạm tội, nhằm góp phần phòng ngừa, ngăn chặn, phát hiện loại tội phạm này theo Công ước thống nhất của Liên Hợp Quốc về các chất ma túy ký ngày 30/3/1961, được sửa đổi, bổ sung trong Nghị định thư ngày 25/3/1972, Công ước về các chất hướng thần ngày 21/2/1971 và Công ước chống buôn bán bất hợp pháp các chất ma túy và chất hướng thần ngày 19/12/1988;

2. Thông tin nghiệp vụ về các đường dây buôn bán buôn bán bất hợp pháp chất ma túy, chất hướng thần và tiền chất có liên quan;

3. Thông tin về kết quả nghiên cứu khoa học hình sự và tội phạm học trong lĩnh vực đấu tranh chống buôn bán bất hợp pháp và lạm dụng chất ma túy, tiền chất.

4. Mẫu ma túy, chất hướng thần cũng như các tiền chất có thể bị sử dụng sai mục đích hoặc trao đổi thông tin kỹ thuật về các mẫu lấy được;

5. Kinh nghiệm liên quan đến việc kiểm soát các hoạt động và buôn bán bất hợp pháp ma túy, chất hướng thần, tiền chất ma túy bất hợp pháp cũng như thông tin nghiệp vụ liên quan đến lĩnh vực này.

Điều 4

Đấu tranh chống khủng bố

Trong khuôn khổ hợp tác đấu tranh chống khủng bố, các Bên trao đổi thông tin liên quan đến:

1. Các hoạt động khủng bố đã tiến hành hoặc dự định tiến hành, phương thức và biện pháp kỹ thuật được sử dụng để tiến hành các hoạt động khủng bố;

2. Tất cả các thông tin cho phép phòng ngừa mọi hành vi khủng bố trên lãnh thổ của một trong hai Bên.

Điều 5

Phòng chống hàng giả

Các Bên phối hợp hợp tác, chia sẻ thông tin liên quan đến phòng chống hàng giả trong trường hợp tội phạm làm hàng giả bị kết án là tội chính hay kết án cùng với các tội danh khác;

Các Bên hợp tác trong lĩnh vực khoa học hình sự nhằm phòng ngừa và đấu tranh chống nạn hàng giả.

Điều 6

Hợp tác nghiệp vụ

Trong các lĩnh vực liệt kê tại Điều 1 của Hiệp định này, hợp tác nghiệp vụ nhằm những mục tiêu chính sau:

1. Đào tạo đại cương và chuyên sâu;
2. Trao đổi thông tin và kinh nghiệm nghiệp vụ;
3. Tư vấn kỹ thuật;
4. Trao đổi tài liệu chuyên ngành;

5. Nếu cần, trao đổi và tiếp đón cán bộ cũng như chuyên gia của cả hai Bên.

Hợp tác nghiệp vụ có thể được áp dụng trong các lĩnh vực quy định trong Hiệp định này phải có sự trao đổi, thỏa thuận giữa các Bên thông qua đường ngoại giao. Trong trường hợp cần thiết, những dàn xếp kỹ thuật giữa các cơ quan có liên quan phải được quy định rõ những phương thức cụ thể để tiến hành các hoạt động hợp tác.

Việc tiến hành các hoạt động phối hợp phải được lập kế hoạch hàng năm.

Bên đề nghị hợp tác chịu trách nhiệm cử phiên dịch cho các đoàn.

Điều 7

Từ chối hợp tác

Toàn bộ các hoạt động hợp tác do hai Bên tiến hành trong khuôn khổ Hiệp định này phải tuân thủ luật pháp của hai quốc gia và phù hợp với các điều ước quốc tế mà hai Bên là thành viên.

Hai Bên có thể từ chối cung cấp thông tin, trong khuôn khổ Hiệp định này, nếu xét thấy việc cung cấp thông tin không phù hợp với luật pháp nước mình hay vi phạm nghĩa vụ quốc tế, kể cả nghĩa vụ trong vấn đề bảo vệ quyền con người và các quyền tự do cơ bản.

Trong khuôn khổ Hiệp định này, hai Bên có thể từ chối hợp tác nếu xét thấy điều này xâm phạm chủ quyền lãnh thổ, an ninh, trật tự công cộng, quy định về tổ chức và hoạt động của cơ quan tư pháp hoặc các quyền lợi cơ bản khác của quốc gia.

Khi áp dụng nội dung ghi trong khổ 2 và 3 của Điều này, nếu một trong hai Bên từ chối thì phải thông báo cho Bên kia biết.

Điều 8

Bảo mật

Các cơ quan có thẩm quyền của Bên nhận thông tin và tài liệu trong khuôn khổ Hiệp định này phải đảm bảo độ bảo mật giống như Bên cung cấp tin hay tài liệu.

Các thiết bị, mẫu vật và thông tin được chuyển giao trong khuôn khổ Hiệp định này không được chuyển giao cho một nước thứ ba nếu không có sự đồng ý bằng văn bản của Bên cung cấp.

Để bảo mật, các thông tin về danh tính đương sự chuyển cho Bên kia trong khuôn khổ Hiệp định này được quản lý theo điều kiện sau:

1. Bên nhận thông tin có danh tính đương sự chỉ được sử dụng các thông tin này đúng theo mục đích và điều kiện mà Bên cung cấp thông tin quy định, trong đó, bao gồm cả thời hạn phải hủy thông tin;

2. Khi Bên cung cấp thông tin yêu cầu, Bên nhận thông tin phải thông báo về việc sử dụng thông tin và kết quả thu được;

3. Các dữ liệu chuyển giao chỉ được chuyển cho các cơ quan có thẩm quyền và cần thiết cho các hoạt động đó. Việc chuyển giao các dữ liệu này cho các cơ quan khác chỉ được phép khi có sự đồng ý bằng văn bản của bên chuyển giao.

4. Bên cung cấp thông tin đảm bảo độ chính xác của các thông tin chuyển giao sau khi chắc chắn rằng thông tin này cần thiết và phù hợp với mục tiêu công việc. Trong trường hợp thông tin không được phép chuyển hoặc không chính xác đã bị gửi đi, bên cung cấp thông tin phải báo ngay cho Bên nhận để sửa lại thông tin sai hay hủy thông tin không được phép chuyển;

5. Bên tiếp nhận thông tin phải hủy ngay các thông tin dữ liệu khi không dùng nữa hoặc khi kết thúc thời hạn lưu trữ tối đa mà bên cung cấp thông tin đã thông báo khi cung cấp thông tin theo qui định của luật pháp nước mình. Bên nhận thông tin thông báo ngay cho Bên cung cấp thông tin về việc hủy thông tin và nói rõ lý do của việc hủy;

6. Những người chứng minh được căn cước của mình đều có quyền chất vấn các cơ quan có thẩm quyền để biết rằng các cơ quan đó lưu giữ những thông tin có liên quan đến họ, trong trường hợp đó, họ có thể yêu cầu cung cấp thông tin.

7. Mỗi Bên lập sổ theo dõi thông tin được trao đổi và việc tiêu hủy chúng;

8. Các Bên đảm bảo việc bảo vệ thông tin, không để lộ thông tin, không được sửa đổi và công bố các thông tin nếu không được phép.

9. Trong trường hợp ngừng thực hiện Hiệp định này hay Hiệp định hết thời hạn và không gia hạn thêm, phải huỷ bỏ tất cả các thông tin dữ liệu.

Điều 9

Cơ quan thực hiện Hiệp định

Các cơ quan có thẩm quyền chịu trách nhiệm thi hành Hiệp định này là:

- Thay mặt Chính phủ Cộng hoà Pháp: Bộ trưởng Bộ Nội vụ, Hải ngoại và Quản lý địa phương.

- Thay mặt Chính phủ Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam: Bộ trưởng Bộ Công an;

Mỗi Bộ trưởng chỉ định những đơn vị chịu trách nhiệm về từng lĩnh vực cụ thể được ghi trong Hiệp định này và thông báo tên các đơn vị này cho Bên kia biết thông qua đường ngoại giao.

Điều 10

Chi phí

Khi áp dụng Hiệp định này và tôn trọng sự hạn chế về ngân sách của nhau, hai Bên chịu trách nhiệm về chi phí ở mỗi bên, trừ khi có thỏa thuận chung được áp dụng trong từng trường hợp.

Điều 11

Giải quyết tranh chấp

Các bất đồng liên quan đến việc giải thích hoặc áp dụng Hiệp định này sẽ được giải quyết thông qua tham vấn hoặc đàm phán giữa các Bên.

Điều 12

Điều khoản cuối cùng

Mỗi Bên sẽ thông báo cho nhau bằng văn bản về việc hoàn thành các thủ tục pháp lý theo pháp luật của mỗi Bên để Hiệp định này có hiệu lực. Hiệp định này sẽ có hiệu lực kể từ ngày nhận được văn bản thông báo sau cùng.

Hiệp định này có hiệu lực trong thời hạn 03 năm và được mặc nhiên gia hạn từng ba (03) năm một. Mỗi Bên có thể tạm ngừng áp dụng việc thực hiện Hiệp định này từng phần hoặc toàn phần bằng thông báo dưới hình thức văn bản trước sáu (06) tháng qua đường ngoại giao.

Mỗi Bên có thể tuyên bố huỷ bỏ Hiệp định này vào bất cứ lúc nào bằng văn bản gửi cho Bên kia. Hiệp định sẽ huỷ bỏ sau sáu (06) tháng kể từ ngày một Bên nhận được thông báo bằng văn bản của Bên kia. Việc huỷ bỏ sẽ không ảnh hưởng đến các hoạt động hợp tác đang thực hiện, trừ khi hai Bên có thoả thuận khác.

Hiệp định này có thể được sửa đổi, bổ sung theo thoả thuận giữa hai Bên.

Để làm bằng, các đại diện được uỷ quyền của hai Bên đã ký và đóng dấu vào Hiệp định này.

Làm tại Hà Nội, ngày 12 tháng 11 năm 2009 thành hai bản bằng tiếng Pháp và tiếng Việt, hai văn bản đều có giá trị pháp lý ngang nhau.


THAY MẶT CHÍNH PHỦ
CỘNG HOÀ PHÁP



Hervé BOLO

Đại sứ Pháp tại Việt Nam

THAY MẶT CHÍNH PHỦ
CỘNG HOÀ XÃ HỘI
CHỦ NGHĨA VIỆT NAM



Lê Thị Tiêm

Thứ trưởng Công An